

Ce budget 2007 est le budget de mi-mandat, temps fort pour faire le point mais aussi temps de recul pour préparer l'avenir.

Faut-il rappeler les sombres prévisions de la droite, dignes des temps héroïques de 1981 :
la région courrait à sa perte,
les socialistes devenant otages non seulement des Communistes, ils avaient l'habitude, mais surtout des khmers verts... { (rires dans l'assemble et de la part de JP Huchon)}
nous allions nous précipiter dans une gabegie financière,
faire fuir avec nos idées d'éco citoyenneté, d'écorégion, les entreprises sérieuses, les vrais créateurs d'emplois, les bâtisseurs de bureaux
L'augmentation des impôts, un peu plus de + 50% en 2 ans, allait être le fossoyeur de l'Ile de France ;

Que constate-t-on en Ile de France ?

Un taux de chômage qui recule,

Des transports en commun qui s'améliorent (l'inauguration de 2 tramways ou l'excellent réseau Noctilien viennent nous le rappeler)

La redevance sur la création de bureaux devrait rapporter 37 M supplémentaires

Les prévisions d'Emprunt sont en baisse par rapport à 2006 et ne représente qu'1/3 des dépenses d'investissement, avec une capacité de désendettement de 3 ans et 2 mois alors que dans une région de bonne orthodoxie gouvernementale, l'emprunt atteint 50% des dépenses d'investissement cette année.

Bref, la fiscalité régionale n'est pas l'épouvantail à moineaux annoncé.

Alors,

parce que le gouvernement ne veut pas que la région capitale réussisse son évolution vers une écorégion, il fit donner ses séides,

quitte, encore une fois, à bafouer la constitution gaullienne et à retirer à la région encore un peu plus de son autonomie financière :

La redevance sur la création de bureaux ne portera plus que sur les M2 supplémentaires dans les opérations de démolition reconstruction. Espérons que les amendements sénatoriaux, notamment vert, supprimant cette disposition soit adopté pendant que je vous parle.

Ces opérations de démolitions reconstruction, selon l'IAURIF concernent la moitié des créations de bureaux .

C'est donc un magnifique cadeau de Noël aux promoteurs : plusieurs dizaines de millions d'euros par an

1% du budget des franciliens et franciliennes donnés aux promoteurs.

Quant au prétendu effet de levier d'une telle mesure, la région n'en avait nul besoin, puisqu'après 3 ans de baisse, la construction de bureau est repartie à la hausse en 2006, sans exonération.

Et que dire du plafonnement de la Taxe professionnelle, encore un cadeau aux entreprises, qui coûte à la solidarité régionale 50 millions cette année?

Ces manques à gagner vont hélas se payer en terme de qualité de vie par les franciliens (nes) plus de stress dans des trains peu confortables, moins de places en crèches rénovées, un air toujours aussi pollué... puisque la région ne pourra pas investir dans l'écorégion les sommes ainsi kidnappées par l'Etat.

J'entends déjà la droite me faire remarquer que certaines dépenses ne sont pas liées à la décentralisation.

Certes mais fallait-il laisser l'héritage tel quel ou améliorer celui-ci ?

Parce que l'Etat délaissait les transports en commun, au profit de la route, parce que l'Etat a délaissé la formation des personnels médico-sociaux, devons nous faire de même ?

Nous avons fait le choix d'offrir aux francilien(ne)s mieux que l'Etat principalement sur les transports (avec tarification), parce que nous sommes persuadés qu'un cadre de vie plus facile, moins dur pour les moins riches est la meilleure réponse aux dérives extrémistes et aux violences.

Cette décentralisation mal préparée, nous devons la réussir malgré tout avec des marges de manœuvre financières étroites malgré les hausses de taux pratiquées (et je partage le pessimisme de ma collègue de l'UDF sur ce point)

Cela ne facilite pas notre tâche pour construire l'éco-région, il reste pourtant, tant à faire pour tenir nos engagements d'ici 2010

Je n'en rappellerai que quelques uns dans l'ordre de mes souvenirs et mes espoirs

240 000 logements,
5 % du budget pour la recherche
100 000 apprenti-e-s
Francilienne des transports collectifs : 300 km de nouvelles lignes banlieue-banlieue
10 000 emplois tremplins
6 000 places d'hébergement pour des adultes handicapés,
des logements pour personnes âgées
conditionnement des aides régionales aux pratiques écologiques des entreprises ou collectivités aidées
mise en oeuvre de l'observatoire des engagements...

Autant de promesses qui vont devoir être tenues d'ici 3 ans, en espérant que l'Etat ne trouve pas un nouveau moyen pour enserrer un peu plus la Région dans des ressources de compensation, là où nous voudrions avoir des ressources de pleine responsabilité.